

La gazette des délégués CFDT Carrefour



**Gardons le tempo !  
Moderato - Crescendo  
Fortissimo**

## Avril, mois négatif !

### ▼ Ouverture

Sommaire et indices **page 02**

### ▼ Actions 2010

Vannes, arrêt de travail **page 03**

Avril, mois négatif **page 04**

### ▼ Actions en Belgique

Grève générale le 30 avril **page 06**

### ▼ Actionnaires

En savoir un peu plus **page 07**

A lire... **page 08**

**"Quand on parle de pognon,  
à partir d'un certain chiffre,  
tout le monde écoute"**

**Michel Audiard**

	2006	2046	Ecart 2006-2046
Rép. tchèque	79,3	58,1	- 21
Portugal	90,7	70,6	- 20
Pologne	77,7	58,7	- 19
France	79,4	62,9	- 17
Suède	67,3	54,7	- 13
Espagne	97,2	85,5	- 12
Lettonie	77,6	65,9	- 12
Finlande	69	57,8	- 11
Grèce	115	106,1	- 9
Royaume-Uni	74,6	70,7	- 4
Lituanie	57	54,2	- 3
Allemagne	63	64	1
Slovénie	82	83,4	1
Slovaquie	63,1	65,5	2
Italie	89	91,7	3
Belgique	69,5	73,5	4
Hongrie	100,4	105,2	5
Autriche	83,9	88,7	5
Pays-Bas	91,8	97,9	6
Danemark	71,3	78,8	8
Irlande	62	70,7	9
Estonie	41	52,1	11
Bulgarie	53,3	68,6	15
Roumanie	35,9	87,4	52

Source : Commission Européenne

INDICES DES PRIX en 2009-2010 Ensemble des ménages		
Ensemble	Indice 100 en 1998	Variation mens. annuelle (pour les moy.)
Mars 09	119,06	+ 0,2
Avril 09	119,25	+ 0,1
Mai 09	119,43	+ 0,2
Juin 09	119,58	+ 0,1
Juil. 09	119,05	- 0,4
Août 09	119,66	+ 0,5
Sept. 09	119,37	- 0,2
Oct. 09	119,48	+ 0,1
Nov. 09	119,64	+ 0,4
Déc. 09	119,96	+ 0,3
Moy. 09	119,31	+ 0,1
Janv. 10	119,69	- 0,2
Fév. 10	120,36	+ 0,6
Mars 10	120,94	+ 0,5

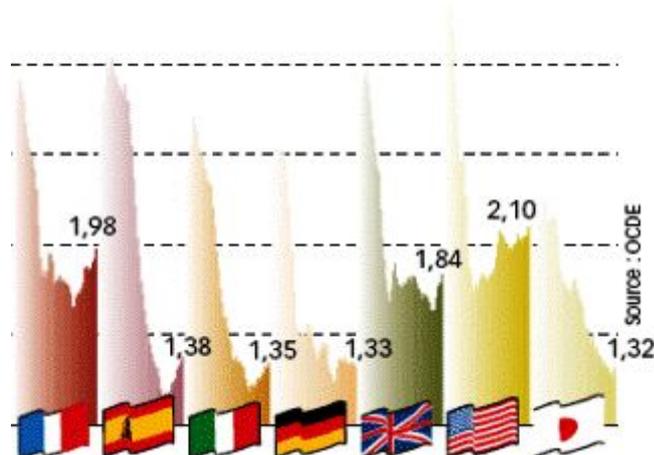
Source : Insee	Indices Mars 2010			
	Base 100 en 1998	Au mois précédent	Au début de l'année	Au même mois de l'an passé
<b>PRIX À LA CONSOMMATION - Ensemble des ménages (France métropolitaine et DOM)</b>				
Ensemble	120,94	+ 0,5	+ 0,3	+ 1,6
Ensemble CVS	121,06	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,6
Ensemble hors tabac (indexation des pensions)	119,58	+ 0,5	+ 0,3	+ 1,5
Alimentation (sans tabac)	124,92	+ 0,4	+ 1,4	+ 0,6
Produits manufacturés	101,19	+ 0,8	- 1,1	- 0,1
Services (y compris eau)	127,57	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,7
<b>MÉNAGES URBAINS dont le chef est ouvrier ou employé (France métrop. et DOM)</b>				
Ensemble	121,53	+ 0,5	+ 0,3	+ 1,5
Ensemble hors tabac (indexation du smic)	119,54	+ 0,5	+ 0,3	+ 1,4

## Retraites

Le président de la République a exclu, dans le débat sur les retraites, l'hypothèse de réduire le niveau des futures pensions. Il faut dire que la France, du fait des réformes déjà votées, a déjà prévu de réduire grandement ce qu'on appelle le « taux de remplacement » des retraites. Selon une étude réalisée par la Commission européenne et rendue publique en juillet dernier, la France est en effet déjà, du fait des réformes actées précédemment, un des pays d'Europe qui a prévu de réduire le plus ce qu'on appelle le « taux de remplacement » des retraites, c'est-à-dire le rapport entre la pension nette que touche un retraité et son salaire net au moment où il part en retraite.

Variable clé du débat actuel sur les retraites, la chute de la natalité touche la France nettement moins que la plupart des voisins.

Extrait du dossier « Retraites : les enjeux », paru dans le numéro d'avril d'Alternatives Economiques.



Source : OCDE

Vannes: arrêt de travail le samedi 24 avril 2010



## Mille et une façons de dire NON

### REVENDEICATIONS VANNES

- Salaires : L'inflation, plus du pouvoir d'achat supplémentaire.
  - Retrait de la prime d'absentéisme.
    - Réouverture des Négociations
  - Des embauches d'étudiants pour le Secteur Caisse.
    - Revalorisation des contrats en temps complet pour les salariés reconnus inaptes à la poly-activité rayon (Suite à la décision de la médecine du travail).
  - Embauches au PGC suite au départ en retraite de 2 salariés.
  - Mise en place d'une commission de suivi CHSCT mensuelle sur les conditions de travail sur le magasin.
    - Retrait des contrôles médicaux Employeurs.
    - Remplacement des absences justifiées (Arrêt de maladie, accident du travail congés payés) dans tous les secteurs.
  - Pas de fiche de paie négative en cas d'arrêt de travail.
    - Un véritable volontariat sur les jours fériés.
    - Mise en place au stand traiteur d'un repas complet pour les salariés. (valeur équivalente entre 1 et 2 tickets restaurant)
- Pour ces revendications nous demandons une rencontre en présence du Directeur de Région, avec les représentants du personnel.

### Vannes

Nous avons commencé samedi 24 avril à 4h du matin à la réception, nous avons terminés à ... 20h !

Un huissier était présent à 4h pour voir si on bloquait l'accès livraison. Nous ne l'avons pas fait mais les chauffeurs ont attendu 5h pour entrer.

Environ 80 à 85% du personnel a débrayé, chacun selon ses possibilités financières autour d'un "noyau dur" d'environ 50 personnes. Caisse station fermée, rotisserie fermée, labo boul-pat fermé, EPCS pas de vendeurs. Les caisses ont été tenues en grande majorité par les managers et "pousses de viviers" venues de Saint Brieuc, Rennes Alma, Brest.

Défilés, chansons, tambours, sifflets, plusieurs fois dans la journée (parking, galerie marchande, magasin). Le tout bon enfant, la clientèle sympa avec nous (certains sont même repartis). Avons distribué des tracts.

A midi le groupe de grévistes à cassé la croute sur le rond point du parking. Anecdote: les distributeurs de boissons sont "tombés en panne". Boissons gratuites toute la journée.

Nous attendons deux choses de la part de la direction: la reprise des négociations et une réunion avec notre directeur et le directeur régional (on nous dit "c'est le DR qui décide ") pour mercredi.



Chanson du jour:  
*"1 pas en avant, 3 pas en arrière, les caisses automatiques c'est pas sympathique, et les actionnaires sont tous millionnaires".*

## *Pouvoir d'achat, emploi, conditions de travail.*

**Nous voulions la reprise des négociations et la suppression de la prime liée à l'absentéisme. Pour les obtenir nous n'avons pas ménagé nos forces.**

**Des assurances nous ont été apportés par la direction, reste à les concrétiser.**

**La CFDT suspend son action nationale du 30 avril sous réserve d'obtenir, lors de sa rencontre avec la direction le 28 avril,**

- la réouverture des négociations avant le 9 mai,**
- des assurances d'une négociation avec pour objectif l'amélioration de l'accord proposé le 25 mars 2010,**
- aucune négociation sur une prime liée à l'absentéisme.**

**Si cette nouvelle négociation devait échouer la CFDT invitera de nouveau les salariés à se mobiliser.**

**En attendant, la CFDT rappelle que dans les magasins des problèmes locaux, particulièrement liés aux conditions de travail et à l'emploi subsistent.**

**Les directeurs peuvent et doivent apporter des réponses concrètes.**

**Faute de réponse tant au niveau national que local la CFDT invitera de nouveau les salariés à exprimer leurs mécontentements.**

**Nous sommes prêts à négocier mais nous ne relâchons pas la pression.**

**Le 30 avril des sections CFDT seront, de nouveau, sur les parkings !**

**Depuis le début de l'année la CFDT mobilise les salariés sur ces trois thèmes.**

*19 décembre, St Brieuc montre la voie en débrayant sur les conditions de travail,*

*28 janvier, Anglet débrayage contre un licenciement*

*5 février, Valenciennes débrayage sur les conditions de travail,*

*Du 9 au 19 mars une pétition sur "le pouvoir d'achat, l'emploi, les conditions de travail" est distribuée par 45 sections CFDT. Elle recueille plus de 5000 signatures auprès des salariés et des clients.*

*20 mars, Condé sur escaut débrayage sur les conditions de travail,*

*23 mars, Saint Malo débrayage sur les conditions de travail,*

*23 mars, manifestation interprofessionnelle CFDT et CGT.*

*Après les NAO la CFDT consulte les salariés. 80% se prononcent contre l'accord.*

*Les salariés sont invités à montrer leur colère en faisant du mois d'avril un mois "Négatif". Un appel à des arrêts de travail est lancé*

*3 avril, Cote de Nacre lance l'action, 6 avril, Brest suit, 17 avril, 21 sections CFDT participent au mouvement, 23 avril, Vannes poursuit l'action.*

*Le 30 avril des sections CFDT clôturent ce mois négatif.*

***A Carrefour de faire que le positif soit de retour au mois de mai.***



## Belgique en grève le 30 avril

*Les syndicats SETCa et CNE lancent un appel à la grève générale pour tous les magasins intégrés de la chaîne Carrefour le 30 avril prochain.*

### Grève générale le 30 avril

Les employés de Carrefour en Belgique observeront une journée de grève le 30 avril pour protester contre les réductions d'effectifs et les fermetures de magasins, a annoncé vendredi un porte-parole de l'enseigne française de supermarchés.

"Alors que syndicats et direction de Carrefour s'étaient entendus pour commencer à négocier un plan social le 27 avril, le front commun syndical (SETCa et CNE) a lancé un appel à la grève générale dans tous les 117 magasins intégrés du distributeur français".

Le front commun syndical rappelle une série de ses revendications comme son opposition au changement de commission paritaire, la garantie du volume d'emploi globale et son opposition à tout blocage salarial et d'index. Concernant le plan social, les syndicats ne veulent pas de licenciement sec et demandent des possibilités de départ volontaire pour tous.

Carrefour a annoncé en février un plan visant à réduire ses activités déficitaires et prévoyant 1.672 suppressions d'emplois et la fermeture de 21 magasins en Belgique avant la fin du mois de juin.

L'annonce avait provoqué un mouvement de grève dans les 56 hypermarchés et 62 supermarchés du groupe en Belgique le 27 février. Carrefour avait chiffré à 14 millions d'euros les pertes liées à cette interruption du travail.

Depuis lors et après des discussions avec les syndicats, le groupe est en partie revenu sur son plan initial et propose de conserver neuf des 21 magasins menacés de fermeture, à certaines conditions. De nouvelles négociations sont prévues les 27 avril et 3 mai. (Antonia van de Velde, Pierre Sérurier pour le service français)



### Le DG reconnaît des erreurs de gestion

Gérard Lavinay, le directeur général du groupe en Belgique a reconnu les différentes erreurs de gestion reprochées à la direction, lors d'une visite, jeudi, à l'hypermarché Carrefour d'Eupen.

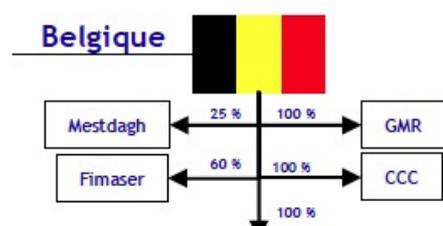
"Carrefour a fait des conneries et aujourd'hui, c'est les travailleurs qui en payent les conséquences. Vous avez entièrement raison de le dire et

de le penser parce que oui, nous n'avons peut-être pas mis tout en oeuvre pour que ce magasin soit rentable", a déclaré Gérard Lavinay, lors d'une réunion avec le personnel.

La direction ne va toutefois pas revenir sur sa décision de fermer la grande surface eupenoise. "Cela ne me procure aucun plaisir d'annoncer à des travailleurs qu'ils vont perdre leur emploi mais je n'ai pas d'autre solution. Si nous fermons ce magasin, c'est pour pouvoir en conserver d'autres et permettre au groupe de devenir rentable et de ne pas quitter la Belgique" a ajouté le directeur général du groupe.

Du côté des syndicats, la colère est immense après cette réunion.

"Monsieur Lavinay a reconnu les erreurs commises par le passé mais cela fait dix ans que nous lui faisons part de nos revendications concernant des publicités en allemand et la nécessité de cours de langue qui auraient permis d'augmenter les recettes du magasin", a conclu Françoise Seni secrétaire permanente à la CNE pour la distribution. (belga)



## Mestdagh a présenté son offre pour 19 magasins

Négociations. La restructuration de Carrefour Belgique avance. Le groupe familial local Mestdagh (dans lequel Carrefour détient une participation de 25 %) a présenté hier au conseil d'entreprise son plan

de reprise pour 19 magasins. Selon Myriam Delmée, représentante du syndicat Setca, des « informations claires » ont été apportées sur le sort des 900 employés concernés. Des négociations vont débiter pour déterminer dans quelle mesure le « volume horaire » proposé par le repreneur modifiera la situation actuelle. Selon les syndicats, le danger porterait sur l'équivalent de 30 temps plein mais, selon eux, le groupe Carrefour pourrait obtenir des pouvoirs publics la mise à la préretraite d'un nombre égal de salariés.

Reste à savoir si les points de vente, ainsi que les autres magasins du

groupe Mestdagh, conserveront l'enseigne Champion ou passeront sous panonceau Carrefour Market comme le souhaiterait Carrefour, dont le plan prévoit, outre ce transfert à Mestdagh et après révision à la baisse du nombre de fermetures, la mise en franchise de 7 magasins et la fermeture de 21 autres, sur un total de 117. Si les conditions salariales du groupe Mestdagh inquiètent, l'esprit « commerçant » des dirigeants rassure, selon Myriam Delmée.

Les Echos

## MOUSCRON (B): Vers un Carrefour-Market alimentaire ?

On sait que la direction de Carrefour Belgique a décidé la fermeture de son hypermarché mouscronnois pour la fin juin. ...

Sous la pression des syndicats, diverses actions ont été menées afin de sauver les 110 emplois du site bien connu du public français.

À la suite de ces actions, plusieurs pistes de « sauvetage » avaient été envisagées et l'on espérait notamment que cette grande surface pourrait être reprise par la société Mestdagh. Malheureusement, le conseil d'entreprise de cette chaîne de supermarchés belges a décidé d'abandonner définitivement ce projet.

Selon les délégués syndicaux, il ne reste qu'un seul espoir de sauver une quarantaine d'emplois sur les 110 actuels. Ce serait la création d'un Carrefour-Market ne vendant que de l'alimentaire. Mais cette formule verrait sa superficie passer de 7 500 m<sup>2</sup> à 2 500 m<sup>2</sup> maximum. Cette réduction d'espace devrait encore être l'objet de discussions avec le propriétaire privé du bâtiment. Des négociations qui devraient débiter le 27 avril et dont l'issue, précisent encore les responsables syndicaux, reste incertaine. •





**Pour en savoir un peu plus ...**

### Document de Référence 2009

Carrefour a déposé le 22 avril 2010 son Document de Référence 2009 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Il peut être consulté sur [www.carrefour.com](http://www.carrefour.com), rubrique Information Réglementée / Document de Référence ainsi que sur le site de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

Le rapport financier annuel, le rapport du Président du Conseil d'Administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et les procédures de contrôle interne mises en place par la Société ainsi que le rapport des Commissaires aux comptes y afférent figurent dans ce Document de Référence.

Les informations relatives aux honoraires des Commissaires aux comptes ainsi que le descriptif du programme de rachat d'actions y sont également inclus.

#### CAPITAL (au 31 décembre 2009)

Actionnaires	Nombre de titres	En %
Blue Capital	75 326 258	10,69%
Colony Blue Investor	15 166 770	2,15%
Groupe Arnault SAS*	5 000 000	0,71%
Salariés	7 404 745	1,05%
Autodétention	563 488	0,08%
Autocontrôle		
Public	601 441 455	85,32%
<b>Total</b>	<b>704 902 716</b>	<b>100,00%</b>

Carrefour c'est 704 902 716 actions détenues par 250 000 actionnaires (dont un peu plus de 2 700 inscrits au nominatif).

Sept actionnaires ont informé la Société qu'ils détenaient plus de 1% du capital et des droits de vote au 31 décembre 2009.

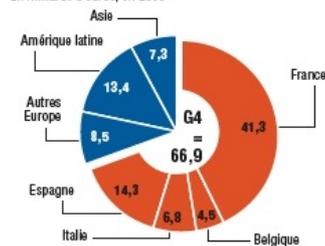
Notre principale actionnaire (Blue Capital, Colony Blue Investor et Groupe Arnault SAS qui agissent de concert) représente 13,55% des actions et 19,59% des droits de vote.

**Si vous voulez en savoir plus les 205 pages du document de référence 2009 vous attendent sur le site Carrefour.**

Au 31 décembre 2009 le parc intégré en France est de 790 magasins dont 203 Hypermarchés, 582 supermarchés, 5 autres.

#### Le chiffre d'affaires de Carrefour

En milliards d'euros, en 2009



« Les Echos » / Source : société / photo : Bloomberg

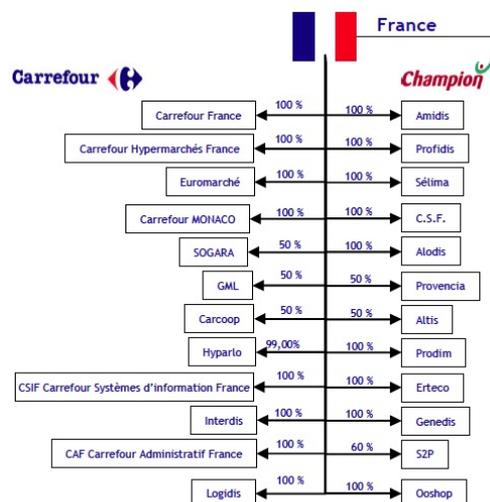


Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social				
	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008 (août/décembre)	Exercice 2009
Nom et fonction du dirigeant mandataire social	Lars Olofsson - Directeur Général du Groupe Carrefour		Amaury de Seze - Président du Conseil d'Administration	
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	N/A	3 219 843 €	333 672 €	788 776 €
Valorisation des options attribuées aux cours de l'exercice (détaillée au tableau 4)	N/A	1 647 100 €	N/A	N/A
Valorisation des actions de performances attribuées aux cours de l'exercice (détaillée au tableau 6)	N/A	2 050 100 €	N/A	N/A
<b>TOTAL</b>	N/A	6 917 043 €	333 672 €	788 776 €

Le Conseil d'Administration réuni le 13 janvier 2009 a attribué à Lars Olofsson 100 000 actions soumises à condition de présence pendant une période de 2 ans, à titre de compensation des avantages auxquels ce dernier a renoncé en rejoignant le Groupe Carrefour. Ces actions sont valorisées à 2 699 000 €.

## Tableau 2 : Rémunération 2009 (le bonus au titre de l'année 2009 est versé en mars 2010).

Définition 'dus' : montant théorique (ex: exprime le bonus en cible à atteindre)

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social								
	Montants au titre de l'exercice 2008		Montants au titre de l'exercice 2009		Montants au titre de l'exercice 2008		Montants au titre de l'exercice 2009	
	dus	versés	dus	versés	dus	versés	dus	versés
Nom et fonction du dirigeant mandataire social	Lars Olofsson - Directeur Général du Groupe Carrefour				Amaury de Seze - Président du Conseil d'Administration			
- rémunération fixe	N/A	N/A	1 350 000 €	1 350 000 €	300 212 €	300 212 €	700 000 €	700 000 €
- rémunération variable	N/A	N/A	1 350 000 €	1 761 185 €	0 €	0 €	0 €	0 €
- rémunération exceptionnelle	N/A	N/A	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
- jetons de présence	N/A	N/A	55 000 €	14 688 €	32 500 €	32 500 €	85 000 €	85 000 €
- avantages en nature	N/A	N/A	93 970 €	93 970 €	960 €	960 €	3 776 €	3 776 €
<b>TOTAL</b>	N/A	N/A	2 848 970 €	3 219 843 €	333 672 €	333 672 €	788 776 €	788 776 €

Jacques BEAUCHET

## Carrefour des illusions

Le journal de bord d'un ex-dirigeant du groupe



Éditions Bertrand Gobin

## A lire

**Jacques Beauchet ex-dirigeant du groupe en charge des ressources humaines livre son journal de bord**

Révélation sur les hommes, les décisions et les tensions qui ont marqué ce groupe depuis 10 ans En résumé :

Tout avait pourtant bien commencé. Carrefour - Promodès, à l'été 99, c'était la fusion du siècle. Mais au cours de la décennie écoulée, le groupe au demi-million de salariés a connu un enchaînement de circonstances à nul autre pareil : un patron qui se tue en avion, une guerre des chefs au sommet, une retraite-chapeau qui défraie la chronique, un tandem Arnault - Bazin qui prend le pouvoir, etc. Et, en guise de fil rouge, une action qui n'en finit pas de baisser en Bourse et des clients de plus en plus perplexes.

Ancien dirigeant du groupe, Jacques Beauchet a vécu tout cela de l'intérieur. Il ouvre aujourd'hui son journal de bord et raconte ses dix dernières années passées au sommet de Carrefour, entraînant le lecteur dans les coulisses de l'état-major. Un regard porté avec lucidité et qui en dit long sur la difficulté à manœuvrer l'énorme paquebot qu'est devenu Carrefour.

Les Editions Bertrand Gobin 9 rue Mme du Campfranc 35 000 Rennes

Parution : 6 mai 2010, 272 pages, Format : 15 x 21 cm, 22 euros TTC

## Notre actionnaire

La situation délicate dans laquelle le groupe de Bernard Arnault se retrouve à la suite de l'investissement dans Carrefour. En février 2007, l'homme d'affaires décide d'investir dans le groupe de distribution au côté de Sébastien Bazin, le patron de Colony Capital. L'affaire promet d'être belle. L'action Carrefour vaut 45€ au début du mois de février quand la décision d'entrer dans le capital de Carrefour est arrêtée, puis 55€ à la mi-mars et près de 60€ fin avril... Ensuite, c'est la dégringolade quasi ininterrompue et aujourd'hui avec 13% du capital à 38€ l'action, Bernard Arnault et Sébastien Bazin se trouvent dans une impasse puisque l'assaut a été financé en s'endettant.

### 100 millions d'euros par an à trouver

Mettez-vous un instant à la place de l'homme le plus riche de France. Vous (Bernard Arnault) empruntez 2 milliards (un chiffre ni confirmé ni démenti) et vous choisissez «une belle assoupie». Vous secouez un peu le management et vous faites rectifier la stratégie. En général, l'action remonte. Colony Capital est un spécialiste des plus values sur l'immobilier et dans Carrefour, de l'immobilier, il y en a par dizaine de milliers de mètres carrés. Si cela ne fonctionne pas (à cause entre autres de l'effondrement du marché immobilier américain) vous pesez sur la direction de l'entreprise (Bernard Arnault et son partenaire détiennent 20% des droits de vote) pour l'inciter à céder des actifs. En général, le titre remonte et vous pouvez compter sur des dividendes exceptionnels liés aux cessions exceptionnelles. Vous pouvez ensuite vous retirer fortune faite.

Le schéma n'a pas fonctionné exactement comme les deux assaillants l'avaient espéré. Au contraire, ils ont vu l'action décrocher et Lars Olofsson, administrateur directeur général de Carrefour, a refusé de céder les filiales chinoise et brésilienne. Tout juste a-t-il accepté une retraite de Russie où le groupe venait d'ouvrir deux magasins et envisagerait aujourd'hui de quitter le Portugal. Pas de quoi renvoyer l'action vers les 50€ payés en 2007. Il faut donc supporter l'ardoise. Et 2 milliards empruntés vous coûte aujourd'hui entre 140 et 150 millions d'euros par an! Les dividendes versés par Carrefour rapportent entre 45 millions d'euros, mais il reste à trouver une centaine de millions d'euros par an! La dette (3,4 milliards d'euros) de Financière Agache devient un problème.

Philippe Douroux <http://blog.slate.fr/>

## La boîte à outils du PDG malin

**Les bonus.** Les managers touchent une bonne part (un tiers en moyenne dans l'indice boursier SBF 120 en 2007) de leurs rémunérations sous forme de bonus, théoriquement liés aux performances des entreprises. On constate cependant que ces bonus ne baissent guère pendant les périodes de vaches maigres: il suffit pour cela de changer les règles du jeu. Jean-Marie Messier était un champion dans ce domaine lorsqu'il était à la tête de Vivendi Universal.

**Les stock-options.** Droit accordé à un manager d'acheter dans le futur des actions de l'entreprise à un prix fixé au départ. Ce qui est censé le motiver pour accroître la valeur de l'action, puisque c'est ce qui lui permettra de réaliser une plus-value en revendant lesdites actions. Mais, souvent, ces options sont offertes avec un rabais important par rapport au prix présent de l'action, ce qui limite beaucoup le risque. Et quand les actions baissent, les conseils d'administration acceptent volontiers de modifier le prix d'exercice des options. Serge Tchuruk, ancien patron d'Alcatel, était un spécialiste de ce sport. Sans compter les nombreux cas où les attributions de stock-options ont été antidatées pour profiter de la hausse intervenue entre-temps. Les managers ont aussi souvent recours aux produits dérivés pour garantir leurs gains futurs sur les stock-options. Ce qui vide l'outil de son sens. Cerise sur le gâteau: aucunes cotisations sociales et une fiscalité très avantageuse (16% seulement si les actions sont revendues six ans après que les stock-options ont été accordées).

**Les parachutes dorés.** Les managers ne sont généralement pas des salariés comme les autres, mais des mandataires sociaux. A ce titre, ils n'ont pas droit aux allocations chômage habituelles, ni aux indemnités de licenciement prévues par les conventions collectives. D'où l'existence de conventions particulières pour leur garantir un pécule quand ils se font virer. Le niveau souvent farouche de ces "indemnités" a cependant suscité une incompréhension croissante.

**Les retraites chapeaux.** Les entreprises souscrivent pour leurs dirigeants des retraites dites "surcomplémentaires". Elles viendront s'ajouter à celles qu'ils toucheront de la Sécurité sociale et des régimes complémentaires auxquels ils ont cotisé au cours de leur vie de travail. Le niveau souvent très élevé de rémunérations perçues à ce titre a soulevé de nombreuses polémiques. La justice a ainsi annulé, en octobre 2008, la retraite chapeau que touchait Daniel Bernard, ancien PDG de Carrefour, gratifié chaque année de 1,2 million d'euros...

**Les actions gratuites.** C'est le dernier-né (2005) des outils de rémunération des PDG gourmands. Les actions gratuites se substituent de plus en plus aux stock-options qui ont désormais très mauvaise presse (voir graphique page 23). Cet outil présente deux avantages par rapport à celles-ci. Tout d'abord, lorsque le cours de l'action baisse, le PDG perd quelque chose, alors qu'avec des stock-options, il ne gagnait plus, mais ne perdait rien non plus. En outre, pour un même avantage financier, l'entreprise a besoin d'accorder moins d'actions (puisque elles sont gratuites) que de stock-options (l'avantage est alors seulement la différence entre le prix de l'option et le prix de l'action). Ce qui implique une augmentation moindre du nombre des actions en circulation et donc une dilution moindre des bénéficiaires (pouvoir et dividende) qui y sont rattachés. Alternatives Economiques

**Carrefour Belgique,  
le DG reconnaît des  
erreurs de gestion.**

**Et en France ?**

**Qui doit payer la note ?**



**L'Hyper !**

